

<http://www.crifrance.com/actu-islamophobie/lutte-commune-dans-l-interet>



Lutte commune dans l'intérêt général et pour la paix sociale

- Actu islamophobie -



Date de mise en ligne : vendredi 9 décembre 2016

Copyright © Coordination contre le Racisme et l'Islamophobie - Tous droits

réservés

Dans le cadre de la lutte contre l'Islamophobie, nous avons été ravis en tant que coordination contre le racisme et l'Islamophobie de co-organiser cette journée du 3/12/2016 à laquelle nous avons participé et qui a permis à de nombreuses associations de se réunir pour insister sur la nécessité de cette lutte commune dans l'intérêt général et pour la paix sociale.

Chers ami(e)s et sympathisant(e)s de la lutte pour la justice sociale et contre toutes les discriminations,

Et nous tenons d'ailleurs à réitérer nos remerciements à l'égard du président du DITIB, Ahmed SACINTI, qui nous a chaleureusement reçus dans ses locaux à cette fin. La Turquie pourrait d'ailleurs devenir cet état fort et respecté qui protégerait les musulmans d'Occident, en réponse aux dires de François Fillon qui se veut le défenseur des chrétiens d'Orient...

Cette journée a permis de pointer, entre autres, la réalité d'une islamophobie grimpante et ce dès septembre 2011 même si ce concept de discrimination existe depuis près de 40 ans en France. De nombreuses études auxquelles les intervenants ont fait références mettent justement en lumière les discriminations diverses et variées que subissent les français musulmans et notamment les françaises musulmanes qui représentent 80% des victimes. Mais plus grave encore, une islamophobie d'état.

Le prix Nobel de la paix Thomas Piketty, cité par Yasser LOUATI, alerte, en effet, que : « Le débat public sur la place de l'islam et des populations de confession musulmane dans les sociétés européennes prend une tournure de plus en plus hystérique. »

Face à tous ces constats, les associations présentes se sont donc accordées à dire qu'au-delà d'une stratégie pédagogique et juridique indispensable, il devient une nécessité d'investir également le champ politique afin de peser et d'être considérés selon les principes d'égalité et d'émancipation.

Il devient donc une priorité, et une responsabilité individuelle et collective de présenter ou soutenir des candidats, sensibles à notre cause, aux prochaines élections. Et à défaut d'accomplir ce que Abdelaziz Chambi appelle « le smic du citoyen » c'est-à-dire son devoir de voter !

Coordination contre le Racisme et l'Islamophobie